



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

28 FEV. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE/DR

ARRÊTÉ

**imposant des prescriptions complémentaires à la société NEXANS
suite à la cessation de son activité sur la parcelle BN 154, îlot NRC SUD
29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société NEXANS dans son établissement situé 29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème ;

.../...

VU la déclaration du 29 mai 2015 de la société NEXANS relative à la cessation d'activité de ses installations sur la parcelle BN 154, îlot NRC SUD, 29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème ;

VU le diagnostic complémentaire de la qualité des sols et le plan de gestion de la parcelle BN 154 (Rapport ARTELIA de septembre 2018 référencé 8 51 0680-13R1V2) ;

VU la note de synthèse « Principe de gestion des contaminations résiduelles » (Rapport ARTELIA d'octobre 2018 référencé 8 51 0680-13R2V1) ;

VU le rapport du 18 janvier 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société NEXANS France a exploité à LYON dans le 7ème arrondissement, entre la rue du Pré Gaudry et l'avenue Jean Jaurès, une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation jusqu'en 2015 ;

CONSIDÉRANT que les investigations réalisées dans le cadre de la cessation d'activité du site ont montré la présence de pollution dans les sols et les eaux souterraines au droit du site ;

CONSIDÉRANT que cette pollution est en partie liée à l'activité de la société NEXANS France ;

CONSIDÉRANT que cette pollution est susceptible d'avoir un impact sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société NEXANS France a proposé des mesures de maîtrise des risques conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3-I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.512-39-3-II du code de l'environnement afin de déterminer, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement, les travaux et mesures de surveillance nécessaires ;

CONSIDÉRANT enfin que la société NEXANS doit mettre en place des restrictions d'usage sur le site en déposant un dossier de servitudes d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT donc, au vu de ce qui précède, qu'il y a lieu :

- de prendre acte de la déclaration de cessation d'activité de la société NEXANS sur la parcelle N° BN 154, îlot NRC SUD à LYON 7ème ;
- d'accuser réception du diagnostic complémentaire de la qualité des sols et du plan de gestion de la parcelle BN 154 (Rapport ARTELIA de septembre 2018 référencé 8 51 0680-13R1V2) ainsi que de la note de synthèse « Principe de gestion des contaminations résiduelles » (Rapport ARTELIA d'octobre 2018 référencé 8 51 0680-13R2V1) susvisés ;
- de mettre en œuvre des travaux de réhabilitation,
- d'imposer la remise d'un dossier de servitudes ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 - OBJET

La société NEXANS France dont le siège social se trouve 4 allée de l'Arche, 92400 COURBEVOIE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, qui s'appliquent aux pollutions résultant de son activité sur la parcelle n° BN 154 située 29, rue du Pré Gaudry 69353 LYON Cedex 07.

Il est accusé réception :

- du diagnostic complémentaire de la qualité des sols et plan de gestion de la parcelle BN 154 NRC Sud (rapport Artelia 8 51 0680-13-R1V2 – septembre 2018)
- de la note de synthèse « Principe de gestion des contaminations résiduelles » (rapport Artelia 8 51 0680-13-R2V1 – octobre 2018).

Les opérations et travaux de réhabilitation du site seront poursuivis conformément aux dispositions décrites dans les dossiers précités, sous réserve du respect des prescriptions ci-après.

ARTICLE 2- MESURES DE GESTION DES POLLUTIONS

2.1 – Travaux de réhabilitation

2.1.1 Spot S4

Les travaux de dépollution consistent notamment à :

- excaver les terres polluées du spot S4 (2-4m) telles que fixées en annexe 1.

À l'issue des travaux de dépollution de ce secteur :

- les concentrations en HCT C10-C16 sont au plus de 500 mg/kg,
- les concentrations en PCB sont au plus de 1 mg/kg,
- les concentrations en naphthalène sont au plus de 5 mg/kg.

2.1.2 Parcelle BN154

à l'issue des travaux de dépollution sur la parcelle BN154 :

- les concentrations en HCT C10-C40 sont au plus de 2000 mg/kg,
- les concentrations en PCB sont au plus de 1 mg/kg,
- les concentrations en HAP sont au plus de 200 mg/kg.

2.2 - Maîtrise des pollutions résiduelles

2.2.1 À l'issue des travaux de dépollution, l'ensemble de la parcelle BN154 telle que fixée en annexe 2 fait l'objet :

- d'une imperméabilisation des secteurs concernés par des teneurs supérieures à 500 mg/kg en HCT et 50 mg/kg en HAP (mailles non inertes),

- d'un recouvrement général du site (enrobés, dallage béton ou remblais / graviers / terre végétale de 30 cm minimum) au droit des futurs espaces non imperméabilisés.

L'exploitant justifie la qualité inerte des terres éventuellement mises en place.

2.2.2 Tous les recouvrements nécessaires identifiés au 2.2.1 sont maintenus en place et remis en état en cas de dégradation afin de couper l'accès à la pollution résiduelle.

2.3 – Délai

Les travaux précités aux points 2.1 et 2.2 sont réalisés avant le 1^{er} juillet 2022.

2.4 - Conduite et réalisation des travaux

2.4.1 Les dispositions nécessaires sont prises pour la conduite et la réalisation des travaux de dépollution de façon à prévenir sinon limiter les risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et les nuisances par le bruit et les vibrations.

2.4.2 Les matériaux excavés et entreposés sur le site seront répartis, au vu des résultats d'analyse, en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...). L'exploitant définit des critères de répartition et les propose à l'inspection.

2.4.3 Chaque tas sera clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, valorisation sur site notamment.

2.4.4 Le stockage de matériaux sera réalisé de manière à supprimer tout nouvel apport de pollution aux sols et à la nappe sous-jacente.

2.4.5 Les matériaux les plus pollués, et notamment ceux devant être évacués vers un centre de stockage extérieur, seront stockés sur une aire étanche ou étanchée pour la durée du stockage qui ne devra pas excéder une année ; une protection du lessivage par les eaux pluviales est mise en place si nécessaire.

2.4.6 Les matériaux pollués réutilisés à des fins d'aménagement sur site sont repérés sur un plan et leurs caractéristiques sont identifiées. Ils sont recouverts comme prévu au point 2.2.1. Cet aménagement devra respecter les dispositions de l'article L541-32 du code de l'environnement.

2.4.7 L'exploitant procède à l'enregistrement de toutes les évacuations de matériaux réalisées, avec pour chacune leur origine sur le site (localisation précise selon un maillage ou dénomination de bâtiment), leurs bons de transport (ou BSD pour les déchets), et leur destination finale.

2.4.8 L'exploitant justifie de la destination conforme à la réglementation de la destination finale des déchets et matériaux évacués hors site ; les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection.

2.4.9 Si au cours de ces travaux, d'autres pollutions sont identifiées, l'exploitant en informe l'inspection, et propose des solutions de dépollution qui permettent de confronter les résultats d'analyse du milieu dépollué aux objectifs de dépollution ayant permis la validation du plan de gestion. Ces solutions sont validées par l'inspection.

2.5 - Accident ou incident

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet du Rhône les accidents ou incidents survenus du fait des travaux de dépollution qui sont de nature à porter atteinte à la santé, la sécurité, et la salubrité publique, la commodité du voisinage, la nature et l'environnement.

L'exploitant prend en outre dans les plus brefs délais toutes les mesures nécessaires pour faire cesser tout danger ou nuisance associé.

Ces exigences concernent notamment une dégradation soudaine de la qualité des eaux souterraines au cours des travaux.

2.6 - Contrôle du niveau résiduel de pollution des sols

2.6.1 L'exploitant réalise les contrôles nécessaires de niveau de pollution résiduelle pour s'assurer du respect des objectifs de dépollution fixés au point 2.1. En particulier, il mène les contrôles cités ci-après.

2.6.2 Après réalisation des travaux d'excavation, une cartographie de la pollution résiduelle est réalisée dans les zones de fouille en prélevant des échantillons de sol selon le protocole suivant :

- prélèvement d'un échantillon moyen de 0,5 kg au minimum représentatif d'une surface unitaire maximale de 100 m² pour les fonds de fouille et 50 m² pour les bords de fouille,
- l'échantillon moyen sera constitué à partir d'un minimum de 4 prélèvements unitaires, régulièrement répartis sur la surface à contrôler,
- les prélèvements unitaires seront représentatifs d'une profondeur minimale de 30 cm à la perpendiculaire au plan constitué par la surface à contrôler et seront réalisés de façon à minimiser la perte de substances volatiles.

2.6.3 Si les contrôles effectués ci-dessus montrent le non-respect des valeurs de dépollution fixées au point 2.1 :

- l'exploitant poursuit la dépollution (excavation) jusqu'à atteindre les seuils de dépollution fixés,
- ou informe l'inspection de la situation, propose et justifie les suites à donner (arrêt de la dépollution ou autre), tout en vérifiant que le niveau de pollution obtenu pour les paramètres permet d'aboutir à des risques résiduels acceptables conformément à la méthodologie nationale des sites et sols pollués d'avril 2017.

Le remblaiement des fouilles ou le démarrage des travaux de construction sont soumis à l'accord exprès de l'inspection des installations classées, sur la base des propositions et justifications de l'exploitant.

2.7 – Remblaiement et récolement des travaux par l'Inspection des installations classées

L'exploitant procédera au repérage et à l'enregistrement de toutes les investigations réalisées de reconnaissance de pollutions des sols et des eaux souterraines, et de tous travaux de réhabilitation par excavation et remblaiement.

Ces repérages et enregistrements devront permettre, à la fin des opérations de réhabilitation et pour toute zone de l'ensemble du site, d'avoir une connaissance précise du niveau de pollution des sols (terrains en place ou remblais), et notamment de l'ensemble des polluants mesurés et de leurs concentrations, éventuellement après excavation, contrôles des parois et fond de fouille, et analyses des matériaux utilisés en remblais.

Ces éléments doivent permettre à l'inspection des installations classées de réaliser les contrôles nécessaires à l'établissement du procès-verbal de fin de travaux prévu à l'article 512-39-3-III du code de l'environnement avant le remblaiement des fouilles ou le démarrage des travaux de construction.

2.8 – Dossier de fin de travaux

Au plus tard **4 mois** après la fin des travaux, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse comprenant :

- le détail des mesures de gestion mises en œuvre,
- la cartographie des pollutions résiduelles sur le site,
- le bilan de la surveillance de la qualité des eaux souterraines réalisée à ce stade,
- l'analyse quantitative des risques résiduels,
- la description des restrictions à mettre en place concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – CONTRÔLES

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment et de manière inopinée ou non, la réalisation par un organisme tiers choisit par elle-même, de prélèvements et d'analyses des effluents, des déchets, des sols, des gaz des sols ou des eaux souterraines ainsi que la réalisation de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores.

Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – ÉTUDES

À l'issu des opérations de dépollution, l'exploitant transmet au propriétaire du site les études réalisées dans le cadre de la réhabilitation du site, incluant *a minima* les études détaillant :

- l'état des sols et des eaux souterraines à l'issue des travaux de réhabilitation ;
- les analyses des risques résiduels associées.

ARTICLE 5- DOSSIER DE SERVITUDES

5.1 En application de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, la société NEXANS France réalise un dossier en vue de l'établissement de servitudes d'utilité publique telles que prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du Code de l'Environnement et le transmet à la préfecture dans un délai de neuf mois.

5.2 Ce dossier précisera les limitations ou interdictions nécessaires relatives à l'utilisation, l'aménagement ou la modification du sol et du sous-sol afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage futur proposé sur la base du niveau de réhabilitation réalisé et mesuré notamment au travers d'une analyse des risques résiduels pour la santé.

ARTICLE 6 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LYON 7ème pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de LYON 7ème fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société .

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr .

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 9 - EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LYON 7ème, chargé de l'affichage prescrit à l'article 7 précité,
- au président de la Métropole de Lyon,
- à l'exploitant.

Lyon, le

28 FEV. 2019

Le Préfet
~~Le préfet~~
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY





